



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
11 avril 2022  
Français  
Original : anglais

**Session annuelle de 2022**

6-10 juin 2022, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**Égalité des sexes au PNUD**

**Rapport annuel de l'Administrateur sur la mise en œuvre  
de la Stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité  
des sexes en 2021**

*Résumé*

Le présent rapport fait état des progrès accomplis par le PNUD en 2021 dans la mise en œuvre de la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes pour la période 2018-2021. Le chapitre I donne une vue d'ensemble ; le chapitre II consiste en un résumé des résultats obtenus au titre de chaque réalisation figurant dans le Plan stratégique ; le chapitre III présente les résultats institutionnels tendant à renforcer la prise en compte des questions de genre ; le chapitre IV fait le bilan des enseignements tirés et indique la voie à suivre.

**Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	2
II. Avancées en matière d'égalité femmes-hommes, par résultat du Plan stratégique 2018-2021 ..	5
III. Résultats institutionnels .....	16
IV. Bilan et orientations futures .....	21



## I. Introduction

1. L'action du Programme des Nations Unies pour le développement est guidée par la Déclaration et le Programme d'action de Beijing ainsi que par les objectifs de développement durable. Le présent rapport annuel montre que des progrès importants ont été réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité des sexes pour la période 2018-2021. Il démontre qu'en tant que plus grande organisation des Nations Unies œuvrant sur le terrain, le PNUD joue, en s'appuyant sur les programmes de pays, un rôle essentiel aux niveaux mondial et national pour les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes.

2. En 2021, le PNUD a mis en œuvre la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes dans un contexte d'évolution rapide du paysage mondial du développement. Des lois et des politiques nouvelles ont été appliquées pour faire progresser l'égalité de genre, des avancées significatives ont été enregistrées dans l'accès des femmes aux services de santé, et la montée en puissance des actions civiques locales a placé les droits des femmes sur le devant de la scène. L'année a aussi été marquée par l'aggravation de l'urgence climatique, par la fragilisation persistante du contrat social et par l'augmentation des conflits dans le monde. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a continué de mettre en évidence les lignes de faille de l'égalité des sexes, ainsi que les discriminations fondées sur le genre et les inégalités.

3. Le PNUD a poursuivi le renforcement de la protection sociale tenant compte des questions de genre et la valorisation du travail de soins non rémunéré. Des efforts ont été faits pour veiller à ce que l'égalité femmes-hommes soit au cœur de l'action du PNUD en faveur d'un financement durable. La prise en compte des questions de genre dans les plans climatiques, avec de bons résultats dans les pays bénéficiant du soutien de la Promesse climatique du PNUD, constitue une évolution encourageante. Le PNUD a continué à améliorer le leadership des femmes dans la gestion des ressources naturelles et l'action climatique et à renforcer le soutien aux associations communautaires dirigées par des femmes, tout en intensifiant ses activités de lutte contre la violence fondée sur le genre. Les partenariats visant à faire évoluer les normes sociales qui perpétuent la discrimination fondée sur le genre et d'autres formes de discrimination ont conduit à des avancées notables. Le portefeuille du PNUD consacré aux projets de gouvernance a continué à transformer les politiques et les institutions publiques afin de provoquer un changement social en faveur de l'égalité femmes-hommes.

4. Dans les années à venir, le PNUD s'efforcera de s'attaquer aux causes des inégalités entre les sexes en favorisant des économies inclusives, en faisant mieux entendre la voix des femmes et en contribuant à l'évolution des normes de genre négatives. Le PNUD concentrera son action sur les pays en crise et adoptera une perspective de genre plus stricte afin de faire face aux enjeux, notamment l'urgence climatique et la transition énergétique.

### Encadré 1

#### **Rapport mondial sur l'égalité des genres dans l'administration publique**

En 2021, le PNUD a publié le [Rapport mondial sur l'égalité des genres dans l'administration publique](#) qui se fonde sur l'ensemble de données sur la parité des genres dans la fonction publique de l'Université de Pittsburgh. Si la participation des femmes à l'administration publique a progressé puisqu'elles représentent désormais en moyenne 46 % des fonctionnaires dans le monde, elles n'occupent que 31 % des postes de direction. Ce rapport a suscité des échanges avec des responsables

politiques et des spécialistes du monde entier. Il a aussi contribué à combler des lacunes en matière de données et a proposé des méthodes pour renforcer les capacités des institutions publiques à produire et suivre les données ventilées par sexe relatives à l'objectif de développement durable n° 16 (paix, justice et institutions efficaces).

### **Principales avancées de la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes en 2021**

5. En dépit des difficultés causées par la crise de la COVID-19, les résultats obtenus par le PNUD à l'égard de sa Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes pour la période 2018-2021 et de son Plan stratégique restent excellents. En 2021, pour 11 des 15 indicateurs de résultats axés sur le genre, les résultats ont atteint ou dépassé l'objectif fixé. Le PNUD est resté classé parmi les organisations les plus performantes du système des Nations Unies en 2021, satisfaisant ou dépassant les exigences pour 88 % (14 sur 16) des indicateurs pertinents parmi ceux qui figurent dans le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes.

6. Le PNUD n'a cessé de renforcer son engagement en faveur de la protection sociale à un moment crucial, contribuant ainsi à reconnaître le caractère essentiel du travail de soins. En 2021, ses activités de promotion de la protection sociale tenant compte du genre ont concerné un nombre record de 73 pays, contre 20 en 2019. Ce soutien est arrivé à un moment décisif, alors que les femmes et les filles subissaient toujours des conséquences socio-économiques disproportionnées de la pandémie. La nécessité d'une coordination solide, de partenariats avec le secteur privé et des acteurs locaux tels que les réseaux de femmes, de la poursuite des investissements dans les systèmes numérisés d'enregistrement des faits d'état civil et dans la réduction des disparités entre les sexes dans le domaine du numérique sont autant d'enseignements utiles pour bâtir des systèmes de protection sociale plus inclusifs.

7. Le PNUD a démontré cette année que le financement des objectifs de développement durable pour l'égalité entre les sexes pouvait être rendu pleinement opérationnel. Pour réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'égalité femmes-hommes, il est nécessaire de changer la manière dont les acteurs publics et privés interagissent, notamment en matière d'harmonisation des stratégies de financement. En 2021, dans un contexte budgétaire globalement contraint, le PNUD a œuvré dans 40 pays pour mobiliser des financements en faveur de l'égalité de genre et a travaillé avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) dans 16 pays sur des cadres de financement nationaux intégrés. La coopération du PNUD avec les Ministères de l'économie et des finances permettra d'intensifier ce programme dans les années à venir afin d'accroître le financement de la promotion de l'égalité des sexes, notamment au moyen de nouveaux partenariats.

8. Un cap encourageant a été franchi en matière d'égalité des sexes dans les plans climatiques, puisque 96 % des 117 pays soutenus par la Promesse climatique du PNUD ont inclus des dispositions relatives à l'égalité femmes-hommes dans leurs contributions déterminées au niveau national en 2021. Le PNUD a aidé 95 pays à conforter le leadership et la prise de décision des femmes dans la gestion des ressources naturelles et la gouvernance résiliente au climat, et 72 pays ont renforcé leur soutien aux associations communautaires dirigées par des femmes. Les enseignements tirés au cours de l'année ont montré que la reconnaissance et l'implication des femmes en tant que parties prenantes essentielles des programmes liés à l'environnement et à l'énergie, à tous les niveaux, peuvent être un élément

particulièrement déterminant pour améliorer les processus de prise de décision à l'échelon national.

9. Le PNUD a presque doublé le nombre de mesures qui visent à soutenir la participation significative et le leadership des femmes, car la pandémie a révélé à quel point leur participation pleine et entière dans les institutions publiques est essentielle, mais fait toujours défaut. Grâce au soutien du PNUD, 384 mesures – allant des quotas électoraux aux politiques d'entreprises tenant compte de la perspective de genre – ont été mises en place, soit près du double de celles prises en 2020 et bien au-delà des 180 mesures introduites en 2019 et des 134 de 2018. Presque la moitié d'entre elles (42 %) soutenaient la participation politique des femmes, ce qui explique les progrès significatifs enregistrés dans ce domaine.

10. Le PNUD a augmenté le nombre de bureaux de pays qui s'attaquent et répondent à la violence fondée sur le genre, qui s'est intensifiée pendant la pandémie. Le PNUD a aidé 96 pays à combattre la violence de genre, a fourni des conseils techniques pour renforcer les législations et les stratégies multisectorielles, et a intégré une perspective de violence fondée sur le genre dans ses interventions liées à la COVID-19. Le nombre de partenariats destinés à lutter contre les normes sociales néfastes qui perpétuent la discrimination basée sur le genre a nettement progressé. Rien qu'en 2021, le PNUD a mis en place 241 partenariats avec des gouvernements et d'autres acteurs, ce qui correspond à une augmentation par rapport à 116 partenariats en 2020 et 58 en 2018.

11. Le PNUD a doté son personnel des capacités nécessaires pour mettre en œuvre la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes et soutenu les initiatives dans ce domaine au travers du « label égalité des genres ». Près de 1 000 personnes ont participé à la cérémonie de remise de ces labels, qui a distingué 31 bureaux de pays (7 labels d'or, 17 labels d'argent et 7 labels de bronze.). Cette cérémonie a été l'occasion de célébrer leurs réalisations, leur engagement et leur dévouement en faveur de l'égalité femmes-hommes, qui se sont avérés essentiels pour placer l'égalité des sexes au cœur de l'action du PNUD. Le processus de certification 2021-2023 a été lancé auprès d'un nombre record de 83 bureaux de pays (64 %), dont 15 participent à un volet spécifique de certification du label égalité des genres pour les pays en crise.

#### Encadré 2

##### **Volet du label égalité des genres pour les bureaux des pays en situation de crise**

Ce volet du processus de certification a été créé pour fournir un appui technique adapté aux contextes de crise, afin d'y renforcer l'impact et les résultats des initiatives en faveur de l'égalité des sexes. En 2021, 15 bureaux de pays\* y ont participé volontairement. Plusieurs objectifs ont été déterminés, notamment la nécessité de disposer de spécialistes des questions de genre hautement qualifiés et d'équipes de coordination pour l'égalité femmes-hommes, et d'augmenter les allocations de ressources en vue d'obtenir des résultats favorables à l'égalité des sexes. En 2022, les bureaux bénéficieront de services d'appui technique pour la prise en compte des questions de genre, notamment des évaluations de portefeuilles de programmes ainsi que des activités de renforcement des compétences et de mentorat.

\* Burundi, Érythrée, Éthiopie, Haïti, Iraq, Liban, Libye, Mali, République arabe syrienne, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Ukraine, Yémen, et le Programme d'assistance au peuple palestinien.

## II. Avancées en matière d'égalité femmes-hommes, par résultat du Plan stratégique 2018-2021

### Résultat 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions

12. On ne peut mettre fin à la pauvreté multidimensionnelle, exacerbée par la pandémie de COVID-19, sans s'attaquer aux inégalités de genre persistantes qui laissent de côté la moitié de la population mondiale. Le PNUD a intensifié son action pour remédier aux conséquences du ralentissement économique sur les femmes et pour leur donner les moyens de faire face à la confluence des crises. À la suite des conclusions de l'évaluation, le PNUD s'est efforcé de promouvoir des solutions de développement intégrées qui mettent l'accent sur la levée des obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes, qu'il s'agisse de prendre en compte le travail de soins non rémunéré, de soutenir les entreprises dirigées par des femmes – moteurs d'économies équitables du point de vue du genre –, d'améliorer l'égalité d'accès à l'énergie et de lutter contre la violence fondée sur le genre.

### Protection sociale tenant compte des questions de genre

13. Alors que la pandémie ne cessait de laminer les secteurs d'activité à prédominance féminine et de pousser davantage de femmes dans la pauvreté, le PNUD a considérablement renforcé la protection sociale tenant compte des questions de genre en 2021. Le nombre de pays soutenus par le PNUD est monté en flèche, passant de 20 en 2019 à 41 en 2020 et 73 en 2021. Le PNUD a travaillé avec les gouvernements pour élaborer des stratégies et des plans d'action en matière de protection sociale tenant compte de la dimension de genre, et a renforcé les entreprises dirigées par des femmes grâce au développement de compétences numériques et à un soutien au revenu, tout en garantissant la protection sociale de ceux qui en ont le plus besoin.

14. Le PNUD a fait pression pour que soit reconnu le rôle essentiel du travail de soins non rémunéré, en soutenant les gouvernements dans la promotion de l'économie des services à la personne et la réponse aux besoins croissants en la matière. Parmi les exemples de ce travail, on peut citer l'élaboration d'un cadre pour le système national de soins avec le Ministère de la femme au Pérou, et le renforcement des capacités des soignants dans le cadre du Plan opérationnel 2021 pour l'emploi en Macédoine du Nord. Le PNUD est venu en appui à des campagnes et programmes innovants qui visent à faire évoluer les normes sociales qui sous-tendent la division inégale du travail entre les sexes dans plus de 37 pays. En Inde, par exemple, le PNUD a mené un projet pilote d'analyse comportementale utilisant des outils de communication et de formation pour encourager les hommes et les garçons à participer au travail de soins non rémunérés.

15. Dans le cadre d'une stratégie globale d'élimination de la pauvreté, le PNUD a continué en 2021 à mettre l'accent sur le lien entre égalité femmes-hommes et qualité des soins de santé. Il a pour cela aidé 67 pays à combattre la violence fondée sur le genre dans le contexte du VIH/sida. Le PNUD s'est associé au Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida pour former les prestataires de soins de santé tout en aidant les femmes à mener la lutte contre les préjugés associés au VIH dans certains pays, dont Djibouti.

### Des actions intégrées face à la pauvreté

16. Contrebalancer la féminisation de la pauvreté induite par la COVID-19 était au cœur du programme du PNUD en matière d'égalité des sexes en 2021. Le PNUD a

continué d'établir des partenariats avec différents ministères nationaux afin d'intégrer une perspective de genre dans la planification, la mise en œuvre et les rapports relatifs aux objectifs de développement durable, y compris dans les situations de crise. Ainsi, le PNUD a signé un mémorandum d'accord avec la Direction de l'autonomisation des femmes du Secrétariat général du Conseil des ministres irakien afin de fournir un appui technique et de faire concorder l'engagement national en matière de genre et les objectifs de développement durable.

17. La mobilisation de nouveaux flux de financement du développement pour accélérer les progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 s'est avérée essentielle. Le PNUD a veillé à ce que l'égalité des sexes soit au cœur des efforts de financement durable. Il a poursuivi sa collaboration avec ONU-Femmes sur les cadres de financement nationaux intégrés, et ce dans 16 pays. Des évolutions encourageantes ont été constatées dans des pays comme le Lesotho, qui a adopté près d'un tiers des recommandations formulées dans ces cadres et qui visent l'égalité des sexes dans les mécanismes et les décisions concernant le financement du développement.

### **Prise en compte des questions de genre dans les activités de planification nationale**

18. Réaliser des progrès en matière d'égalité des sexes et de développement humain requiert l'intégration systématique du genre dans la planification nationale du développement. En 2021, PNUD a renforcé la prise en compte des questions de genre dans la planification nationale d'au moins 26 pays, contre 16 en 2020. En Afrique du Sud par exemple, le PNUD a aidé le parlement à élaborer la « Charte des femmes pour un développement accéléré : définir une vision et un programme à 25 ans pour l'égalité des femmes, la croissance et le développement », qui expose une trajectoire vers l'égalité des sexes.

19. En partenariat avec ONU-Femmes, le PNUD a étendu ses activités sur la budgétisation tenant compte des questions de genre à 25 pays en 2021, contre 14 en 2020. Par exemple, avec le soutien du PNUD, le Gouvernement arménien a pour la première fois intégré la prise en compte des questions de genre dans la loi sur le budget annuel de l'État, et en Géorgie, le Gouvernement a instauré les principes de budgétisation tenant compte des questions de genre dans dix municipalités. Le recueil de preuves empiriques sur l'impact de la budgétisation tenant compte du genre dans la réalisation de l'égalité des sexes permettra de motiver davantage les pays à utiliser cet outil.

### **Accès aux services de base, au financement et aux biens**

20. L'accès équitable des femmes aux services de base reste essentiel pour atténuer les difficultés économiques et sociales résultant de la pandémie. Sur la période 2018-2021, le PNUD a permis à 75,7 millions de femmes d'accéder à des services de base tels que la santé et l'éducation, aux services financiers, y compris les comptes bancaires et le crédit, et aux actifs non financiers.

21. En dépit des progrès réalisés par le PNUD en 2021 et qui ont permis à plus de 2,5 millions de femmes supplémentaires d'accéder aux services financiers par rapport à 2020, il n'a pas atteint son objectif. Les bureaux de pays ont fait état de difficultés liées à des limitations de capacités en matière de genre, à des ressources financières restreintes et aux conséquences de la pandémie actuelle, ainsi qu'aux ralentissements économiques, à l'instabilité politique, aux lois et politiques discriminatoires et aux normes sociétales. Le PNUD a néanmoins maintenu son effort et, dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine par exemple, il a travaillé avec l'Ae-Trade Group pour s'assurer que la mise en place du marché unique africain offre

un accès aux entreprises exportatrices détenues par des femmes, afin de dynamiser leurs ventes et leurs marchés.

### **Accès à l'énergie propre**

22. Tirant parti des avantages multiplicateurs pour l'égalité des sexes d'une transition vers des énergies propres, le PNUD et ses partenaires ont continué à élargir l'accès à l'énergie propre, permettant à 4,4 millions de ménages dirigés par des femmes d'en bénéficier dans 27 pays, une augmentation constante par rapport à 2,6 millions de ménages en 2020, 1,4 million en 2019 et 611 000 en 2018. Le nouveau Centre de l'énergie durable du PNUD, qui fait fond sur le portefeuille énergétique existant, s'est engagé à aider plus de 100 pays à mener à bien une transition équitable vers les énergies renouvelables. À la suite des recommandations de la récente évaluation de la contribution du PNUD à l'accès à l'énergie et de son appui à la transition énergétique, réalisée par le Bureau indépendant d'évaluation, le PNUD va promouvoir une orientation mieux ciblée sur le genre dans le cadre de sa programmation énergétique, notamment en s'attaquant aux obstacles au contrôle financier des femmes, qui les empêchent de profiter équitablement de l'amélioration des performances énergétiques.

### **Violence fondée sur le genre**

23. Au fur et à mesure que la pandémie s'aggravait, la violence sexiste, enracinée dans des structures inégalitaires préexistantes et des normes sociales toxiques, s'est intensifiée et le PNUD a redoublé d'efforts pour faire face à l'augmentation de ces violences. Le PNUD a élargi son soutien, passant de 80 pays en 2020 à 96 en 2021, de manière à répondre aux effets immédiats de la COVID-19 tout en fournissant des conseils techniques pour améliorer les cadres juridiques et les politiques multisectorielles. En Ouganda, le PNUD a travaillé avec le Ministère de l'égalité entre les sexes, du travail et du développement social afin d'élaborer une stratégie nationale sur la violence fondée sur le genre et d'intégrer les questions de genre dans les budgets des différents ministères. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le soutien du PNUD a permis, pour la première fois, d'allouer une enveloppe spécifique du budget national à la lutte contre la violence basée sur le genre.

24. Conformément à son rôle d'intégrateur, le PNUD a davantage mis l'accent sur les liens entre violence fondée sur le genre, changement climatique, réduction de la pauvreté et processus de prise de décision plus représentatifs. Des exemples de ce travail peuvent être observés au Liban, où le PNUD a intégré la prévention de la violence fondée sur le genre dans la programmation des moyens de subsistance.

#### **Encadré 3**

#### **Instaurer des relations plus équitables entre les femmes et les hommes dans les situations de conflit**

En Iraq, et avec le soutien du PNUD, l'inclusion d'activités destinées à prévenir et à répondre à la violence fondée sur le genre dans un programme de relèvement économique élargi a permis de réduire de près de moitié le taux d'abandon des participantes. Les activités prévoyaient des sessions réunissant des couples mariés dans le cadre de la composante du projet consacrée aux moyens de subsistance. Ces couples ont été invités à participer à des sessions bihebdomadaires qui visaient à encourager des relations conjugales saines et équitables. Ce résultat prometteur a été obtenu grâce à la mise en œuvre d'un projet pilote financé par le Gouvernement de la République de Corée, et il permettra d'orienter les



futures adaptations du vaste portefeuille de projets de relèvement économique du PNUD.

25. Bon nombre des interventions les plus fructueuses qui ont été déployées pour lutter contre la violence fondée sur le genre ont été menées dans le cadre de l'initiative Spotlight, cofinancée par l'Union européenne et les Nations Unies. Cela démontre les effets tangibles des investissements à grande échelle et de la priorité politique accordée à l'élimination de la violence fondée sur le genre. Dans au moins neuf pays, le PNUD a contribué directement à la mobilisation des parlementaires pour rédiger ou renforcer 84 lois sur ce type de violence. Au Mexique, le PNUD a appuyé des réformes du code pénal fédéral en mettant l'accent sur le féminicide. Grâce à Spotlight, à la fin de l'année 2021, le PNUD a alloué 26 millions de dollars (sur un total de 52 millions de dépenses pour toutes les composantes Spotlight mises en œuvre par le PNUD) à des organisations de la société civile, qui restent des partenaires essentiels de cette action.

26. Le PNUD a intensifié ses efforts pour s'attaquer aux facteurs de violence exacerbés par les confinements consécutifs à la pandémie. L'essentiel de la vie personnelle et professionnelle se déroulant en ligne, le PNUD a été à l'avant-garde des interventions destinées à lutter contre la violence numérique et les cyberattaques. En Inde, par exemple, le PNUD a soutenu l'analyse des médias sociaux de 255 300 utilisateurs masculins pour comprendre leur implication dans le travail domestique non rémunéré. Le PNUD améliorera ses programmes en ligne afin de prévenir la violence fondée sur le genre et de renforcer les compétences numériques des femmes et leur accès aux outils en ligne.

## **Résultat 2. Accélérer les transformations structurelles propices au développement durable**

27. Le PNUD a intensifié son action pour transformer les institutions qui perpétuent les inégalités de genre en amplifiant la voix des femmes et en poursuivant son soutien à l'élimination des obstacles structurels et des pratiques discriminatoires dans des domaines du développement interdépendants. Cela implique : a) le renforcement de la participation des femmes à la vie politique et à la prise de décisions ; b) la prise en compte des questions de genre dans l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la gestion des ressources naturelles ; c) l'accélération des réformes juridiques, politiques et institutionnelles qui visent à lever les obstacles structurels à l'autonomisation des femmes.

### **Encadré 4**

#### **Le label égalité des genres pour les institutions publiques**

En 2021, le PNUD a lancé le label égalité des genres pour les institutions publiques en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi qu'en Afrique, afin d'aider les institutions publiques à respecter les normes mondiales en matière d'égalité des sexes. Au total, 41 institutions publiques de Colombie, du Costa Rica, du Panama, du Paraguay, du Pérou et de la République dominicaine ont adhéré au programme, et 196 agents publics ont participé à une formation en ligne sur les « clés de l'égalité des sexes ». En République dominicaine, le PNUD et le Ministère de la femme ont piloté le programme et mis en place une communauté de pratique ainsi qu'un référentiel pour le partage des politiques et réglementations nationales.



## Participation des femmes à la vie politique et à la prise de décisions

28. La COVID-19 a mis en évidence des lacunes chroniques affectant les institutions, ainsi que l'existence de lois, normes et pratiques discriminatoires. Par exemple, la base de données *COVID-19 Global Gender Response Tracker*, un outil conjoint du PNUD et d'ONU-Femmes pour le suivi des mesures de lutte contre la COVID-19 qui tiennent compte des questions de genre, a révélé que les femmes sont encore largement sous-représentées dans les groupes de travail nationaux sur la COVID-19, dont elles ne représentent que 24 % des membres. Le PNUD s'efforce de veiller à ce que les femmes aient voix au chapitre et que leurs avis soient pris en compte dans les décisions qui influent sur leurs vies et leurs communautés.

29. Malgré les remous politiques, la gouvernance démocratique est restée un domaine de travail essentiel du PNUD en 2021. Comptant parmi les principaux promoteurs de la participation des femmes à la vie politique, le PNUD est intervenu dans toutes les régions du monde pour promouvoir la participation et la prise de responsabilités des femmes dans les institutions publiques, les parlements, le système judiciaire et le secteur privé. Grâce au soutien du PNUD, 384 mesures – allant des quotas électoraux aux politiques d'entreprises tenant compte de la perspective de genre – ont été mises en place en 2021, soit une progression régulière par rapport aux 209 mesures de 2020, aux 180 mesures introduites en 2019 et aux 134 mesures de 2018. Au Lesotho, par exemple, le PNUD a travaillé avec l'Autorité nationale des réformes pour faciliter des consultations bipartites qui ont abouti à un accord sur des amendements constitutionnels et à 16 projets de loi ayant un impact direct sur l'égalité des sexes.

30. En tant que principal promoteur de l'organisation d'élections dans le monde, le PNUD a renforcé son soutien aux processus politiques inclusifs qui permettent aux femmes d'y participer sur un pied d'égalité. Dans les 42 pays bénéficiant de l'assistance électorale du PNUD, la proportion de femmes inscrites sur les listes électorales est passée de 47 à 50 % depuis 2017. Ainsi, en Gambie, le PNUD a accompagné les efforts d'inscription sur les listes électorales en vue de l'élection présidentielle de 2021, ce qui a permis aux femmes de représenter 57 % des électeurs inscrits et a contribué à la création de la section féminine du Comité interpartis, qui plaide pour une représentation égale au sein de l'exécutif. Pour assurer une représentation égale des femmes et des hommes sur les listes électorales, le PNUD a fourni une assistance technique à des pays comme l'Arménie, le Liban, le Rwanda, la Somalie et le Timor-Leste pour introduire des mesures spéciales temporaires, notamment des quotas. Le PNUD a également soutenu les caucus et les commissions parlementaires de femmes aux niveaux local, national et régional.

### Encadré 5

#### **Le caucus des femmes dirigeantes d'Asie centrale**

Avec le soutien du PNUD, le caucus des femmes dirigeantes d'Asie centrale a porté au niveau régional le plaidoyer politique en faveur du leadership des femmes, afin d'élargir leur participation aux transformations politiques et socio-économiques. En 2021, le caucus a élaboré un plan d'action régional sur le développement durable et une déclaration commune dans le but de renforcer les capacités des femmes à consolider la paix et la stabilité. Il a également mis en place une plateforme pour les femmes d'affaires comptant plus de 500 membres, ainsi qu'un réseau de près de 50 jeunes femmes leaders d'Asie centrale.

### **Prise en compte des questions de genre dans la gestion des changements climatiques et des ressources naturelles**

31. La période préparatoire aux discussions sur les engagements liés à l'Accord de Paris sur le changement climatique a été l'une des plus importantes occasions de changer de cap dans ce domaine. La Promesse climatique du PNUD est la plus grande source de soutien au monde pour ces plans d'action climatique et s'efforce de faire en sorte qu'ils tiennent compte de la dimension de genre. En 2021, 96 % des 117 pays aidés par la Promesse climatique ont intégré des considérations de genre dans leurs contributions déterminées au niveau national, dont 78 % tiennent compte des femmes ou du genre dans les mesures d'adaptation et 57 % dans les mesures d'atténuation. Les plus grandes difficultés auxquelles se heurtent les pays dans l'élaboration de leurs contributions déterminées au niveau national sont le manque d'informations facilement disponibles sur le genre, la participation limitée des organisations de femmes et des organisations de la société civile, et le manque de coordination entre les organismes publics travaillant sur le climat ou l'environnement et le genre. Alors que les pays abordent la phase de mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national, le PNUD continuera à soutenir une gouvernance efficace pour la prise en compte des questions de genre, une planification inclusive et des cadres stratégiques intégrés.

32. Le PNUD a presque doublé ses engagements en faveur des organisations de femmes, qui sont en première ligne de l'action climatique. En 2021, le portefeuille de projets relatifs à l'environnement, au climat et à l'énergie du PNUD, financé par des fonds environnementaux et verticaux mondiaux, a soutenu des associations communautaires dirigées par des femmes dans 72 pays, contre 42 pays en 2018. Plusieurs facteurs ont contribué à cette formidable progression, notamment l'attention croissante portée à la promotion de l'égalité des sexes dans les initiatives concernant l'environnement, le climat et l'énergie, ainsi que le renforcement du travail du PNUD avec des communautés locales, en particulier dans des pays relevant du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial, soutenu par le PNUD, qui sont passés à des programmes nationaux de plus grande envergure.

33. Le PNUD a obtenu d'autres bons résultats à la suite de son action destinée à renforcer la participation des femmes aux décisions liées à la gestion des ressources naturelles. Par l'intermédiaire de son portefeuille de projets relatifs à l'environnement, au climat et à l'énergie, financé par des fonds environnementaux et verticaux mondiaux, le PNUD a aidé 95 pays à accorder une plus grande place aux femmes dans l'exercice des responsabilités en matière de gestion des ressources naturelles. Cette augmentation par rapport aux 80 pays de 2020 s'explique principalement par une meilleure capacité à mener à bien les activités, contrairement à 2020 quand les bureaux étaient fortement perturbés par les retards et les confinements liés à la COVID-19. Par exemple, en Afrique du Sud, en Angola et en Namibie, le PNUD a soutenu le déploiement d'une politique et d'un plan d'action tenant compte du genre et dont l'objectif est de garantir l'égalité entre les sexes dans les structures de gouvernance transfrontalières du grand écosystème marin du courant de Benguela.

### **Réformes juridiques, politiques et institutionnelles visant à supprimer les obstacles structurels à l'autonomisation des femmes**

34. Le PNUD a intensifié le soutien qu'il accorde aux pays dans l'adoption de réformes juridiques, politiques et institutionnelles pour éliminer les obstacles à l'autonomisation des femmes. En 2021, avec l'aide du PNUD, 12,7 millions de femmes ont accédé à la justice dans 38 pays, soit une augmentation par rapport à 8,1 millions en 2020, 3,7 millions en 2019 et 1,6 million en 2018. Le PNUD a soutenu

des interventions efficaces et innovantes telles que l'aide juridictionnelle et les modes alternatifs de résolution des conflits, qui ont été particulièrement déterminants pendant la pandémie.

### **Résultat 3. Renforcer la résilience face aux chocs et aux crises**

35. Les crises et les chocs – depuis la COVID-19 et les risques naturels jusqu'aux conflits armés et à l'extrémisme violent – ont augmenté de façon exponentielle en 2021 et leurs impacts ne sont jamais neutres en termes de genre. Le PNUD a poursuivi son action en matière d'amélioration des moyens de subsistance et des possibilités d'emploi pour les femmes, d'élaboration d'interventions en cas de crise qui tiennent compte des questions de genre, de prévention de l'extrémisme violent et d'amélioration de la résilience des femmes et de leur participation à la reprise économique.

36. En 2021, le mécanisme d'engagement pour l'égalité des genres dans les situations de crise, récemment créé, a soutenu la réponse rapide du PNUD en Afghanistan, en Haïti et en Libye, en fournissant un appui technique sur la conception des programmes et en soutenant l'inclusion d'experts des questions de genre dans les missions du projet SURGE qui vise à renforcer la capacité de protection. Ce mécanisme a travaillé en liaison avec ONU-Femmes pour réaliser deux analyses de conflit tenant compte de la dimension de genre au Myanmar et au Soudan. Les conclusions de l'analyse du Myanmar, achevée en 2021, sont maintenant intégrées dans les orientations de programmation.

### **Améliorer les moyens de subsistance et les sources de revenus**

37. En 2021, le PNUD est intervenu dans 28 pays pour faire en sorte que 1,4 million de femmes aient accès à des emplois et à de meilleurs moyens de subsistance dans des situations de crise ou d'après-crise. Si des progrès ont été réalisés depuis 2018 (1,2 million), le résultat est en deçà de l'objectif de 2,9 millions de femmes pour 2021. Cela souligne à nouveau la difficulté d'une reprise économique tenant compte du genre après la crise de la COVID-19, dans un contexte de ressources budgétaires insuffisantes pour soutenir la participation des femmes à l'économie. Néanmoins, des avancées ont été obtenues, comme en Somalie où le PNUD a travaillé avec des organisations non gouvernementales pour créer des emplois ciblant des groupes d'entraide et renforcer les compétences entrepreneuriales des femmes, ce qui a amélioré leur résilience. Par ailleurs, en Azerbaïdjan, le PNUD a fait progresser l'autonomisation économique des femmes en créant trois nouveaux centres de ressources pour les femmes afin de leur apporter de l'aide dans les zones touchées par le conflit.

38. De plus en plus de données probantes montrent que la participation et le leadership des femmes dans les processus de paix accroissent la portée et l'impact des efforts de redressement, revitalisent les économies et instaurent une paix plus forte et plus durable. En 2021, le PNUD a soutenu des initiatives de femmes destinées à favoriser la cohésion sociale, la tolérance et le dialogue, par exemple en créant la plateforme d'action rapide et de mobilisation en faveur des femmes aux Philippines, un réseau de médiatrices locales qui a réuni les acteurs communautaires et encouragé la résolution pacifique des conflits.

### **Plans d'intervention en situation de crise qui tiennent compte des questions de genre**

39. Face à une tendance à la hausse des catastrophes naturelles, le PNUD a continué d'aider les gouvernements et les acteurs locaux à renforcer la prise en compte des questions de genre dans les stratégies et plans nationaux d'intervention en cas de

catastrophes et de relèvement. En particulier, en 2021, 12 pays ayant mis en place des plans et des systèmes de relèvement ont utilisé des données ventilées par sexe et des analyses des dimensions de genre. Le PNUD a renforcé les capacités nationales de mise en œuvre d'interventions tenant compte de la dimension de genre face aux risques de catastrophes – notamment en Éthiopie – en améliorant les connaissances sur l'intégration du genre tout en faisant évoluer les perceptions des capacités des femmes.

40. Le rétablissement de l'état de droit dans les pays touchés par des conflits est au cœur de l'action menée par le PNUD pour promouvoir l'égalité des sexes, prévenir la reprise des conflits et instaurer une paix durable. Le programme mondial sur le renforcement de l'état de droit et les droits de la personne du PNUD est intervenu dans plus de 48 contextes de conflit et de crise en 2021. Mise sur pied en partenariat avec ONU-Femmes, une nouvelle plateforme de justice de genre a permis à plus de 34 000 personnes d'accéder à la justice dans 14 pays touchés par un conflit, dont près de 90 % étaient des femmes et des filles, y compris des victimes de violence sexuelle et basée sur le genre. Un réseau de plus de 20 partenaires a été établi et il a contribué à des initiatives plus larges. Grâce à la Cellule mondiale de coordination des questions relatives à l'état de droit, le PNUD et ONU-Femmes ont augmenté le nombre de femmes spécialistes de la justice et des questions pénitentiaires dans les missions de paix en 2021.

### **Prévention de l'extrémisme violent**

41. En tant que principal contributeur aux efforts des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, le PNUD a continué à mettre en œuvre des programmes et à promouvoir des politiques fondées sur les dimensions de genre pour la prévention de l'extrémisme violent, et à tenir compte des effets de la misogynie et du rôle de la masculinité dans les discours extrémistes. Par exemple, aux Maldives et à Sri Lanka, le PNUD s'est associé à ONU-Femmes pour piloter le déploiement d'un programme innovant de formation à la communication non violente auprès des communautés locales et des chefs religieux, ce qui a permis de détourner les participants des comportements relevant de l'extrémisme violent.

42. Conscient que les femmes sont au cœur de la lutte contre l'extrémisme violent, le changement climatique et les déplacements forcés, le PNUD a en outre soutenu la mise en œuvre de la résolution [2242 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. Ainsi, le PNUD a adhéré au Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire, un mécanisme multipartite novateur qui réunit les États Membres, les organismes des Nations Unies et la société civile pour relever les défis propres aux contextes touchés par les conflits, en appliquant une approche intergénérationnelle et intersectionnelle. Le PNUD a par ailleurs amplifié son action en organisant une série d'échanges de connaissances Sud-Sud destinés aux parlements de 12 pays, axés sur la manière dont cette démarche et les principes de sécurité humaine façonnent les plans de relèvement qui tiennent compte des questions de genre.

### **Participation des femmes à la reprise économique**

43. Dans le contexte du ralentissement économique massif provoqué par la pandémie et d'autres crises croisées, le PNUD est resté déterminé à faire des femmes les moteurs de la reprise économique et de la résilience. Le PNUD a continué d'assurer l'équilibre femmes-hommes parmi les personnes bénéficiant de son action de relèvement, y compris dans des contextes de crise et de fragilité. Les femmes ont représenté 54 % des bénéficiaires, contre 55 % en 2020, 50 % en 2019 et 54 % en 2018.

## Promouvoir le leadership des femmes et le programme pour la paix

44. Les possibilités pour les femmes d'accéder aux responsabilités dans les situations de crise s'améliorent, mais cela reste un défi structurel, surtout en ces temps de pandémie. En 2021, la proportion de femmes occupant des postes de direction dans les mécanismes de dialogue social et de réconciliation de 17 pays a atteint 34 %, soit une légère augmentation par rapport aux 33 % enregistrés en 2019 et à 30 % en 2017. Les femmes occupaient 41 % des postes de direction dans les mécanismes de prévention et de redressement, atteignant presque l'objectif de 51 % fixé pour 2021. Le PNUD prend en compte les recommandations issues de l'évaluation de son appui aux pays touchés par un conflit, ainsi que les lignes directrices de la boîte à outils du PNUD sur le genre et le relèvement pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les situations de crise et de relèvement (*Gender and Recovery Toolkit: Advancing Gender Equality and Women's Empowerment in Crisis and Recovery Settings*).

## Partenariats

45. Les partenariats sont indispensables à la réalisation de la stratégie pour l'égalité des sexes. En 2021, le PNUD a intensifié ses collaborations avec les organismes des Nations Unies, les organisations régionales, le secteur privé, les institutions financières internationales, la société civile, les organisations de femmes et les universités. En ce qui concerne ONU-Femmes – qui demeure le principal partenaire du PNUD sur les questions d'égalité des sexes –, la collaboration s'est concrétisée dans 102 pays, contre 91 en 2018. Dans 80 % des cas, cette collaboration portait sur au moins un projet ou une initiative conjointe de fond. Les principaux domaines de collaboration demeurent la promotion des réformes juridiques et politiques, la participation politique des femmes et l'autonomisation économique.

46. Au niveau mondial, le PNUD est l'un des codirigeants de la coalition sur l'action féministe pour la justice climatique. À ce titre, il a rejoint le Plan mondial d'accélération pour l'égalité entre les femmes et les hommes, d'une durée de cinq ans, afin de promouvoir une action climatique tenant compte des questions de genre. Dans le cadre d'un engagement collectif pris lors du Forum Génération Égalité à Paris en 2021, le PNUD, ONU-Femmes et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont convenu d'élargir la base de données *COVID-19 Global Gender Response Tracker*, en y intégrant une perspective écologique.

47. Dans le cadre de l'équipe spéciale du Groupe des Nations Unies pour le développement durable sur l'égalité des sexes, le PNUD et ONU-Femmes ont publié le document *Technical Note on Gender Mainstreaming in the [United Nations country team] (UNCT) COVID-19 Response*. Cette note a pour but de guider les équipes de pays des Nations Unies sur la manière d'intégrer les questions d'égalité des sexes à leur travail de planification et de programmation, dans le cadre de leurs activités actuelles de réponse à la COVID-19 et de relèvement. Le PNUD a aussi contribué à la rédaction du document *Gender Theme Groups: Standards and Procedures* (Groupes thématiques sur le genre : normes et procédures), publié en janvier 2022. En 2021, 37 bureaux de pays ont indiqué qu'ils coprésidaient un groupe thématique interorganisations sur les questions de genre. Par ailleurs, 74 bureaux de pays ont mis en œuvre la feuille de résultats relative au plan d'action en matière d'égalité des genres des équipes de pays des Nations Unies à l'échelle du système, contre 54 bureaux en 2020, 42 en 2019 et 27 en 2018.

## Encadré 6

**Élargissement de la base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker**

En 2021, le système de suivi des mesures de lutte contre la COVID-19 qui tiennent compte des questions de genre, mis sur pied par le PNUD et ONU-Femmes, a été élargi pour englober près de 5 000 mesures prises par 221 pays et territoires, ainsi que des données sur la représentation des femmes dans 431 groupes de travail nationaux pour la lutte contre la COVID-19. Cet outil a révélé que, dans l'ensemble, seules 19,6 % de ces mesures stratégiques soutiennent la sécurité économique des femmes et la charge des soins non rémunérés qu'elles assument, et que les femmes dirigent seulement 18 % des groupes de travail sur la COVID-19. Des données issues du système de suivi permettent d'informer les dirigeants politiques, notamment le [Conseil consultatif du G7 pour l'égalité entre les femmes et les hommes](#), et de soutenir les bureaux nationaux et les acteurs du développement dans l'analyse des questions de genre, la mobilisation des ressources, l'établissement de rapports et le plaidoyer. Cet outil a été **classé** parmi les trois initiatives de suivi des politiques les plus importantes au monde. Un travail conjoint est en cours avec l'OCDE pour intégrer une « perspective verte » afin de soutenir une relance écologique tenant compte des questions de genre.

48. À l'échelon régional, le PNUD a poursuivi sa collaboration avec les commissions régionales. La plateforme numérique régionale du PNUD en Europe et en Asie centrale, « STEM4ALL », a étendu sa portée et ses partenariats en créant un réseau mondial multisectoriel de « STEMministres » comptant plus de 80 membres dans 34 pays. Le partenariat du PNUD avec le bureau régional du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Europe et en Asie centrale a permis d'améliorer les dispositifs et de tirer parti des capacités et des réseaux des deux organismes pour faire progresser l'égalité des sexes. En Asie et dans le Pacifique, le centre régional de Bangkok, en collaboration avec le programme d'appui à la [contribution déterminée au niveau national] a élaboré le *Framework for Enhancing Gender and Poverty Integration in Climate Finance*, un cadre qui propose outils et bonnes pratiques pour mieux intégrer les questions de genre et de pauvreté dans le financement de l'action climatique.

49. Au niveau national, on constate une évolution vers des partenariats plus stratégiques avec la société civile. En 2021, le PNUD a soutenu des associations communautaires dirigées par des femmes dans 72 pays, une progression par rapport à 42 pays en 2018. Au Rwanda par exemple, le PNUD a renforcé l'intégration du genre dans le travail de 34 organisations de la société civile qui apportent une aide essentielle aux femmes et aux filles.

50. Selon le principe consistant à ne laisser personne de côté, le PNUD a continué à promouvoir les droits des personnes handicapées. Il a notamment travaillé avec la Société des aveugles et des sourds du Turkménistan pour accroître les possibilités d'emploi des femmes handicapées. Au Kenya, le PNUD a aidé 11 organisations de femmes handicapées à entreprendre des activités d'autonomisation économique.

**Milieu universitaire**

51. En tant que chef de file en matière d'égalité des genres, le PNUD a collaboré avec des organismes des Nations Unies, des universitaires et des groupes de réflexion du monde entier pour mener des recherches fondées sur des données factuelles et



formuler des orientations stratégiques dans ce domaine. Grâce au partenariat avec le Frederick S. Pardee Center for International Futures de l'Université de Denver, le PNUD a renforcé en 2021 l'analyse de la dimension de genre des impacts de la COVID-19, mettant ainsi au jour des implications de grande portée pour les femmes et proposant des recommandations stratégiques audacieuses. Le PNUD et la Oxford Poverty and Human Development Initiative ont publié un rapport intitulé *Global Multidimensional Poverty Index 2021: Unmasking disparities by ethnicity, caste, and gender* (Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle 2021 : démasquer les disparités en fonction de l'origine ethnique, de la caste et du sexe), qui dresse un tableau complet de la pauvreté multidimensionnelle dans 109 pays à partir de données intersectionnelles.

52. Le PNUD s'est associé à des universités et à des réseaux locaux pour faire progresser l'égalité des sexes et le pouvoir d'action des femmes pour concevoir des modules universitaires destinés aux femmes. À Sri Lanka, dans une situation de post-conflit, le PNUD a travaillé avec la Uva Wellassa University pour créer un diplôme de leadership communautaire à l'intention de femmes élues et siégeant dans des conseils locaux. Le PNUD a également ciblé les femmes dans l'économie numérique, en soutenant la création d'un laboratoire d'économie numérique à l'Université nationale de gestion du Cambodge, afin de garantir une participation équilibrée entre les sexes dans la formation de la main-d'œuvre à la quatrième révolution industrielle.

### **Innovation**

53. Pour faire progresser l'égalité des sexes, il faut des approches innovantes, allant des conversations communautaires aux campagnes de changement de comportement, afin de briser les filières patriarcales traditionnelles de l'information, des ressources et du pouvoir. Pendant la pandémie de COVID-19, le PNUD a repensé ses méthodes de travail et déployé des solutions innovantes dans au moins 41 pays, depuis le développement de la science comportementale pour soutenir l'inclusion financière des femmes entrepreneures jusqu'à la formation aux compétences numériques pour la planification financière.

#### **Encadré 7**

#### **Accompagner les femmes innovatrices dans les États arabes**

En 2021, le PNUD a lancé le Programme des femmes innovatrices en partenariat avec la GSMA (l'association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile), qui a proposé un mentorat individuel aux entreprises sociales numériques dirigées par des femmes dans 12 États arabes. Le programme a fait fond sur l'expertise de la plateforme de la GSMA consacrée aux start-up, « 4YFN » (*Four Years from Now*), et de l'Académie de financement participatif du PNUD, donnant ainsi aux femmes les moyens de faire progresser leurs entreprises et leurs réseaux.

54. Le présent rapport fournit divers exemples de programmes innovants. Par exemple, au Salvador, le laboratoire d'accélération et le Ministère du tourisme ont encouragé la numérisation inclusive des microentreprises gérées par des femmes. Au Niger, dans le cadre d'un partenariat avec ONU-Femmes et le Ministère du commerce et de l'industrie, le laboratoire d'accélération a contribué à la mise en place et à la diffusion d'une méthode de « déviance positive alimentée par les données » pour soutenir les opératrices économiques du pays.

55. La gouvernance électronique fondée sur les données devient de plus en plus une nouvelle modalité utilisée pour s'attaquer aux obstacles structurels persistants. À São



Tomé-et-Príncipe, le PNUD a soutenu la création du premier centre de données du Gouvernement et, dans le cadre du programme de modernisation de la justice, il s'est associé à des universités de premier plan pour former les médecins, les infirmières, les procureurs et la police judiciaire à la collecte et à l'analyse des preuves dans les cas de violence sexuelle.

### **Un rôle de chef de file dans la promotion de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes**

56. Le PNUD s'est appuyé sur ses publications phares pour plaider en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et pour démontrer les liens entre l'égalité femmes-hommes et l'amélioration des résultats du développement afin d'influencer le discours mondial. Le PNUD exploite efficacement l'analyse des données pour façonner les débats politiques sur l'égalité des sexes et la justice sociale, en accordant une attention particulière aux situations de crise.

57. À l'échelle mondiale, le PNUD a publié et mis à jour de nombreux supports de connaissances en 2021. À l'approche de la Journée internationale des femmes, le PNUD a diffusé le document intitulé *Protecting Women's Livelihoods in Times of Pandemic: Temporary Basic Income and the Road to Gender Equality* (Protéger les moyens de subsistance des femmes en temps de pandémie : revenu minimum provisoire et chemin vers l'égalité des sexes) qui appelle à aider les femmes les plus pauvres du monde à faire face aux effets de la pandémie de COVID-19. Pour soutenir une reprise économique tenant compte du genre, le PNUD, ONU-Femmes et le Fonds monétaire international ont publié un dossier intitulé *Gender Equality and COVID-19: Policies and Institutions for Mitigating the Crisis* (Égalité des sexes et COVID-19 : politiques et institutions pour atténuer les effets de la crise). Le PNUD a aussi publié le *Rapport mondial sur l'égalité des genres au sein de l'administration publique* avec l'Université de Pittsburgh. Enfin, des articles édifiants ont été diffusés pour sensibiliser à la violence fondée sur le genre, au leadership des femmes et aux droits des femmes dans les contextes de conflit.

58. Au niveau régional, le PNUD a souligné l'urgence d'appliquer à grande échelle des méthodes innovantes pour lutter contre les inégalités entre les sexes sur le marché du travail dans un rapport conjoint avec l'Organisation internationale du Travail, intitulé *Protection sociale et secteur informel dans les pays africains : évaluation prospective des régimes contributifs*. Dans le cadre de l'initiative Youth Co:Lab codirigée par le PNUD et la Fondation Citi, un rapport conjoint a été publié par le PNUD et l'UNICEF, intitulé *Addressing Gender Barriers to Entrepreneurship and Leadership Among Girls and Young Women in South-East Asia* (S'attaquer aux barrières de genre à l'entrepreneuriat et au leadership des filles et des jeunes femmes en Asie du Sud-Est), qui renforce la nécessité évidente d'éliminer les barrières liées au genre.

59. Les bureaux de pays ont produit nombre de nouveaux outils et informations analytiques qui apportent des solutions pratiques à des problèmes concrets. Par exemple, en 2021, le PNUD a lancé un outil sur « l'intégration de la dimension de genre dans la programmation intégrée de la nature, du climat et de l'énergie » qu'il a déployé dans neuf pays, ce qui a permis de renforcer les capacités dans le domaine du genre et d'obtenir des résultats durables.

## **III. Résultats institutionnels**

60. Le présent chapitre traite des progrès accomplis par le PNUD en vue de consolider son cadre institutionnel pour améliorer les résultats de développement en matière d'égalité femmes-hommes. Cela comprend des éléments interdépendants tels

que le leadership ; les politiques, la planification et la programmation tenant compte des questions de genre ; le principe de responsabilité et le contrôle ; les moyens consacrés aux questions de genre et le dispositif relatif à la problématique femmes-hommes ; les milieux de travail inclusifs et sûrs ; la parité des genres.

**61. Évaluation des résultats au regard du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes 2.0.** Le PNUD est demeuré parmi les organisations les plus performantes du système des Nations Unies dans le cadre du Plan d'action 2.0 à l'échelle du système, satisfaisant ou dépassant les exigences pour 88 % (14 sur 16) des indicateurs pertinents. Des progrès notables ont aussi été réalisés en ce qui concerne les indicateurs relatifs à l'évaluation et à l'audit tenant compte des questions de genre. L'indicateur de performance des évaluations, basé sur 178 évaluations réalisées en 2021, a montré une amélioration constante par rapport à 2020 avec une moyenne de 9,87 (une augmentation par rapport à 9,51 en 2020).

**62. La mise en œuvre de la Stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité des sexes exige un leadership constant.** L'Administrateur a défendu avec succès l'égalité des sexes dans tous les domaines d'activité en continuant à articuler une vision de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes dans le nouveau Plan stratégique du PNUD pour 2022-2025, et dans la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes 2022-2025 associée. L'Administrateur a présidé les réunions semestrielles du Comité de direction et de mise en œuvre sur l'égalité des sexes et il a veillé à ce que le PNUD atteigne la parité entre les genres parmi ses cadres dirigeants bien avant l'échéance fixée par l'ONU. En 2021, l'Administrateur a explicitement plaidé en faveur de l'égalité des genres dans 62 % de ses déclarations et discours publics.

**63. Le PNUD a renforcé l'intégration de perspectives de genre dans l'ensemble de ses stratégies, de sa planification et de sa programmation.** Des progrès significatifs ont été enregistrés dans ce domaine en 2021. La part des bureaux de pays disposant d'une stratégie et d'un plan d'action pour l'égalité entre les sexes a continué d'augmenter sensiblement pour atteindre 80 %, contre seulement 69 % en 2020. Sur les 24 descriptifs de programme de pays approuvés qui ont été soumis à une procédure d'assurance qualité en 2021, 92 % avaient intégré une analyse des questions de genre satisfaisante. L'examen du portefeuille de programmes a été réalisé dans 12 bureaux de pays dans le cadre du programme « label égalité des genres ». Cet examen compte parmi les actions les plus déterminantes pour concrétiser l'obtention de résultats en matière de développement favorables à l'égalité des genres.

**64. Financement de la promotion de l'égalité femmes-hommes.** Le PNUD investit en moyenne davantage dans l'égalité des genres que les autres acteurs du développement, et les données relatives au marqueur genre révèlent une tendance positive dans l'allocation de ressources à l'égalité femmes-hommes. Les investissements dans les programmes notamment ou principalement axés sur l'égalité des genres n'ont cessé d'augmenter, passant de 55,4 à 64,9 % entre 2018 et 2021. Si l'investissement dans des projets ayant largement contribué à la promotion de l'égalité des sexes (GEN3) n'a que légèrement augmenté en 2021, s'établissant à 7,5 % contre 7,4 % en 2020, l'investissement dans des projets ayant sensiblement contribué à la promotion de l'égalité des sexes (GEN2) est passé de 56,4 % en 2020 à 57,4 % en 2021.

**65. Le PNUD a entretenu une culture de responsabilisation en faveur de l'égalité des genres au plus haut niveau.** Le Comité de direction et de mise en œuvre sur l'égalité des sexes, présidé par l'Administrateur, s'est réuni deux fois dans l'année, avec la participation de l'ensemble des directrices et directeurs de bureau qui

ont fait état d'avancées en matière de leadership, de ressources et de programmation en 2021, notamment une implication forte dans le processus du label égalité des genres. Le Comité a convenu de définir de nouveaux engagements pour 2022, cohérents avec la nouvelle Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes (2022-2025).

66. Le PNUD, qui dispose de l'un des systèmes de suivi et de communication des résultats institutionnels les plus solides du système des Nations Unies, continue à mettre l'accent sur les résultats tenant compte des questions de genre. Le poids des indicateurs de réalisations tenant compte des questions de genre a été renforcé dans le nouveau cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du plan stratégique pour 2022-2025, en mettant l'accent sur des questions plus structurelles dans la mesure des résultats en matière d'égalité femmes-hommes.

### Moyens consacrés aux questions de genre

67. L'Équipe de la problématique femmes-hommes demeure la pierre angulaire du dispositif du PNUD relatif aux questions de genre. Elle se compose de 24 fonctionnaires à plein temps recrutés sur le plan international, contre 19 personnes en 2018.

Tableau

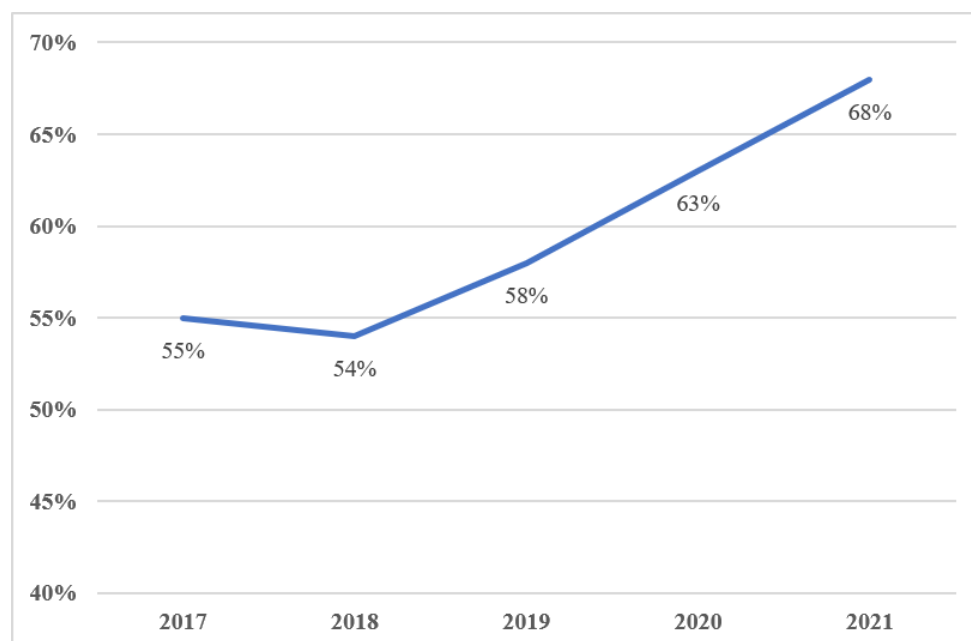
#### Nombre et lieu d'affectation des fonctionnaires recrutés sur le plan international travaillant à temps plein dans l'Équipe de la problématique femmes-hommes du Réseau mondial pour les politiques

	<i>Nombre de fonctionnaires</i>
Addis-Abeba	3
Amman	2
Bangkok	1
Istanbul	2
New York	13
Panama	3
<b>Total</b>	<b>24</b>

68. Les équipes multidisciplinaires de coordination pour l'égalité femmes-hommes constituent toujours un dispositif efficace pour améliorer la coordination verticale et horizontale. En 2021, 83 % des bureaux de pays ont déclaré avoir une équipe multidisciplinaire de coordination pour l'égalité femmes-hommes dirigée par un cadre supérieur – une augmentation par rapport à 70 % en 2020 – et 88 bureaux de pays (63 %) ont déclaré disposer de conseillères et conseillers pour les questions de genre ou spécialistes dans ce domaine. Ils étaient 81 en 2020 (63 %).

Figure

**Pourcentage de bureaux de pays comptant au moins un(e) spécialiste ou conseiller(ère) chargé(e) des questions de genre (à temps plein et/ou temps partiel), 2017-2021**



69. Le programme du label égalité des sexes du PNUD est une initiative phare, fondée sur des données probantes de l'Équipe de la problématique femmes-hommes, qui totalise plus de dix ans d'expérience consacrés à l'amélioration des normes et à la mise en place de changements transformateurs. Pour saluer les solides résultats obtenus en 2018-2020, l'Équipe a organisé une cérémonie en janvier 2021, au cours de laquelle les réalisations de 31 bureaux de pays ont été récompensées. Près d'un millier de personnes ont participé à cet événement virtuel. La Présidente du Conseil d'administration a ouvert la cérémonie et les prix ont été remis par l'Administrateur. Parmi les avancées distinguées en 2021, on peut citer une augmentation conséquente de 50 % des normes relatives aux moyens consacrés aux questions de genre et une meilleure intégration de ces questions dans le cycle de programmation, avec une progression de 55 % des mécanismes d'examen de la prise en compte des questions de genre dans le processus d'évaluation des descriptifs de projet.

70. En 2021, le PNUD s'est attaché à renforcer significativement son engagement externe. En décembre 2021, près de 6,7 millions d'abonnés suivaient le PNUD sur les médias sociaux, à partir de canaux mondiaux en anglais, espagnol et français, ce qui représente une augmentation de 624 000 utilisateurs par rapport à 2020. Les tweets du PNUD sur le genre ont figuré 897 millions de fois, dans toutes les langues, sur les fils d'actualité de 57,6 millions d'abonnés à Twitter. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 53 523 utilisateurs de Facebook ont consulté la page du bureau régional « America Latina Genera », et le site web associé a reçu plus d'un million de visites et plus de 697 800 impressions sur Twitter.

71. Les ambassadeurs et ambassadrices de bonne volonté du PNUD ont souligné le rôle majeur des femmes dans les efforts de relèvement après la pandémie. Il s'agit notamment d'initiatives telles que la campagne pour l'équité vaccinale menée par des femmes, objet du message d'intérêt public, #AShotForAll relayé par les ambassadrices de bonne volonté Padma Lakshmi, Yemi Alade, Michelle Yeoh et

Connie Britton, qui a été diffusé pendant l'Assemblée générale. En outre, les ambassadeurs et ambassadrices de bonne volonté du PNUD ont soutenu la Journée internationale des femmes le 8 mars, en s'engageant dans la campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence de genre ». Le PNUD a peaufiné son message sur l'égalité des sexes dans les médias en ligne en veillant à ce que la narration soit centrée sur l'être humain et à ce que les informations soient étayées par des données, par exemple dans les articles « *Finally, I exist!* » sur le soutien du PNUD à l'enregistrement des faits d'état civil, et « *I really didn't want to be a wife at 14* » sur les Roms et les rôles liés au genre.

72. Le PNUD s'est attaché à amplifier le partage de connaissances en matière d'égalité des genres en direction d'une communauté du développement élargie. Vis-à-vis de l'extérieur, le PNUD a intensifié son usage de la plateforme SparkBlue, un outil des communautés de pratique du Réseau mondial pour les politiques qui facilite l'engagement virtuel. En interne, la communauté de pratique sur le genre rassemblait 2 569 membres du personnel du PNUD en 2021, contre 1 763 en 2020. Le PNUD a organisé 30 webinaires auxquels ont participé 2 300 personnes – une augmentation de près d'un millier par rapport à 2020 –, dont plus de 500 partenaires externes. Ce succès est le fruit des efforts de collaboration entre les équipes thématiques pour placer l'égalité des sexes au premier plan des initiatives de renforcement des connaissances du PNUD.

### **Un environnement largement représentatif, diversifié et sûr pour toutes et tous**

73. Le PNUD a mis en place une politique globale qui vise à assurer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, tout en continuant à tirer les leçons de la pandémie. Ces mesures favorisent la flexibilité sur le lieu de travail dans toute l'organisation, grâce notamment au télétravail, aux horaires de travail comprimés, à la prestation de services de télésanté et de soutien psychosocial et au renforcement de la souplesse en ce qui concerne les jours de congé annuels.

74. Pour renforcer la capacité interne à prévenir et à répondre au harcèlement sexuel et à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, le PNUD a porté son action sur quatre domaines prioritaires en 2021 : prévention, signalement et intervention, soutien aux victimes et principe de responsabilité. Tous les bureaux et services ont soumis à l'Administrateur leurs plans d'action pour la prévention du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, ainsi que les certifications annuelles de mise en œuvre pour 2021. Environ 1 200 membres du personnel du PNUD ont participé à des formations sur le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles, dans le cadre notamment de plusieurs webinaires avec 14 pays et bureaux régionaux. Le PNUD a également conçu un podcast sur le signalement et la culture organisationnelle, et a collaboré avec cinq organismes des Nations Unies pour tester un nouveau formulaire électronique de signalement des incidents, en vue de centraliser les données et de renforcer la coordination au sein du système des Nations Unies.

75. La réalisation de la parité des sexes au sein de son personnel est un élément essentiel du développement institutionnel du PNUD et un domaine dans lequel des progrès importants ont été obtenus en 2021. En décembre 2021, la parité femmes-hommes était une réalité dans toutes les catégories de personnel du PNUD, y compris au sein du Groupe exécutif composé de sous-secrétaires généraux, et parmi les représentant(e)s résident(e)s et représentant(e)s résident(e)s adjoint(e)s. Des problèmes subsistent cependant aux classes P-4, P-5 et D-2, où les hommes occupent toujours la majorité des postes. En 2021, les pourcentages de femmes en poste aux classes P-4, P-5, D-1 et D-2 étaient de 44 %, 42 %, 49 % et 42 %, respectivement. Afin de combler ces écarts, le PNUD constitue un vivier de solides candidates pour les

futurs postes de direction, notamment grâce au programme de mentorat pour les femmes déployé en 2021 par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, et à la deuxième session du programme de bourses pour les jeunes dirigeantes africaines mis en œuvre en liaison avec la Commission de l'Union africaine.

76. Le PNUD a pris des mesures décisives pour institutionnaliser les compétences en matière de genre à tous les niveaux. Ainsi, un nouveau référentiel introduit en 2021 inclut des compétences techniques, par exemple dans le domaine du genre et du développement institutionnel. Par ailleurs, la parité et la diversité sont explicitement mentionnées sur le site de recrutement du PNUD. Conformément à la stratégie du Secrétaire général sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, le PNUD et ONU-Femmes ont lancé un tableau de bord à l'échelle du système des Nations Unies, il permet à toutes les parties prenantes concernées de suivre les avancées de chaque organisme des Nations Unies vers la parité des sexes.

77. Le PNUD a renforcé ses capacités internes à créer un environnement de travail tenant compte du genre, sûr et inclusif, en offrant au personnel et aux cadres des possibilités de formation sur les questions d'égalité des sexes. En 2021, le PNUD a actualisé le cours en ligne *Gender Journey*, qui fait partie des formations obligatoires pour tout le personnel.

78. En 2021, le PNUD a obtenu la certification « Move » délivrée par l'organisation *Economic Dividends for Gender Equality* (EDGE), au vu des progrès significatifs réalisés pour assurer l'égalité des sexes et de l'engagement du PNUD en faveur d'un lieu de travail inclusif. La certification EDGE Move est le deuxième niveau le plus élevé, et le PNUD est l'un des deux seuls organismes des Nations Unies à l'avoir obtenu.

79. En s'appuyant sur les progrès accomplis, le PNUD intensifiera son action pour faire progresser l'égalité des genres sur le lieu de travail et prévenir toutes les formes de discrimination, y compris pour combler l'écart entre les femmes et les hommes qu'a révélé le sondage mondial du personnel et qui reste important dans certains domaines, tels que l'évolution professionnelle. Bien que cet écart ait commencé à se réduire, il demeure nécessaire d'en faire une priorité.

## IV. Bilan et orientations futures

80. L'année 2021 a été un moment particulier pour le PNUD, car c'était à la fois la dernière année de mise en œuvre de la Stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes 2018-2021 et celle de la préparation de la nouvelle Stratégie pour 2022-2025. À cette occasion, le PNUD a procédé à une analyse des principaux rapports et évaluations de son travail sur l'égalité femmes-hommes. Les enseignements tirés de ces quatre dernières années soulignent la nécessité croissante pour le PNUD d'aider les pays à progresser encore dans l'évolution des relations de pouvoir et à éliminer les causes profondes des inégalités entre les sexes. Le PNUD a aussi pris conscience que les portefeuilles de projets relatifs aux contextes de crise et d'après-crise, à l'environnement et à l'énergie durable ainsi qu'à l'autonomisation économique des femmes, gagneraient à mieux intégrer les questions de genre, à prendre en compte les normes sociales et les structures d'inégalité, et à améliorer la place des femmes dans les processus décisionnels. Le renforcement du lien en amont entre interventions et processus politiques permettra également d'obtenir de meilleurs résultats.

81. Le PNUD a déjà commencé à mettre en œuvre une nouvelle vague d'initiatives qui visent à passer d'une approche quantitative à une démarche plus transformatrice pour atteindre l'égalité des sexes sur de nombreux fronts, comme l'illustrent les différents exemples exposés dans le présent rapport. La gouvernance est restée le

domaine de travail le plus porteur de transformations, car c'est un facteur qui favorise la construction d'une société plus égalitaire. Les deux autres leviers qui ont joué un rôle croissant dans l'élimination des obstacles structurels sont le leadership des femmes dans la gestion des ressources naturelles et les initiatives d'action climatique.

82. En 2021, la pandémie de COVID-19 a de nouveau incité le PNUD à évoluer vers de nouvelles façons de penser, de travailler et de réaffirmer ses priorités en matière d'égalité des sexes. Les enseignements qui peuvent être appliqués pour mieux gérer les crises futures sont les suivants : (a) la nécessité de prendre des décisions fondées sur des données probantes, comme le montre la grande utilité des données de meilleure qualité issues d'initiatives telles que le système de suivi des mesures de lutte contre la COVID-19 qui tiennent compte des questions de genre (*COVID-19 Global Gender Response Tracker*) ; (b) l'économie des services à la personne ne peut plus être négligée, comme le démontre l'impact de l'action du PNUD en faveur de la protection sociale tenant compte du genre dans un nombre record de 73 pays ; (c) lorsqu'une crise sévit, la violence à l'égard des femmes et des filles s'aggrave et la prestation de services vitaux doit être considérée comme essentielle.

83. Le Bureau indépendant d'évaluation a publié un document de « Réflexions » sur les enseignements tirés du travail du PNUD pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, et la nouvelle Stratégie 2022-2025 a été enrichie de ses conclusions. Ce document met en avant les grands enseignements suivants :

a) Le renforcement des capacités et une analyse méticuleuse des questions liées au genre sont indispensables pour mieux comprendre les formes de discrimination croisées. Les évaluations révèlent que les femmes sont souvent placées dans la même catégorie que de nombreux autres groupes vulnérables, ce qui ne rend pas service à l'égalité des sexes ni aux autres groupes vulnérables.

b) Des partenariats diversifiés et des plateformes multipartites peuvent accélérer l'instauration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. À l'avenir, le PNUD continuera à entretenir ses relations avec différents acteurs pour créer des plateformes nationales, régionales et mondiales en faveur du changement politique et social.

c) La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes doit être au cœur des interventions du PNUD dans les contextes de crise. Lorsque les normes sociales et culturelles le permettent, les femmes sont des parties prenantes actives dans la prévention, la riposte et le relèvement relatifs aux crises humanitaires. Le PNUD reste déterminé à accroître ses ressources et à faire en sorte que sa programmation contribue à améliorer le statut des femmes.

d) Le label égalité des sexes du PNUD promeut l'intégration des questions de genre dans les domaines programmatiques pour accélérer l'obtention de résultats au-delà des réalisations en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Différents facteurs se sont avérés efficaces pour améliorer ces résultats, notamment l'existence d'équipes multidisciplinaires spécialistes de la problématique femmes-hommes, appliquant un plan de travail destiné à améliorer le rythme et la qualité des résultats en matière de genre. Le label a également contribué à augmenter l'allocation de fonds pour l'égalité des sexes, à établir de meilleurs partenariats et à étendre les programmes sensibles au genre.

84. En conclusion, la Stratégie de promotion de l'égalité des sexes 2022-2025 renforcera l'ambition du PNUD pour que chacune de ses solutions distinctives contribue à modifier les causes structurelles des inégalités de genre. Le PNUD est conscient que de tels changements ne se produiront pas du jour au lendemain ni grâce à sa seule action, car il s'agit d'une contribution de quatre ans à une vision à plus long



terme. La prochaine Stratégie intégrera de nouvelles méthodes de travail, telles que des approches intégrées, des investissements dans les données et les analyses, des solutions pour modifier les normes sociales et des partenariats revisités.

---